

Le contexte de BDS aujourd'hui

La progression de tout engagement, si juste soit-il, dépend notamment de l'évolution du contexte politique et sociétal de son développement.

Qu'en est-il aujourd'hui concernant BDS ? En Palestine, en Israël, au niveau international, en France ?

Le peuple palestinien pratique le BDS dans toute la mesure de ses possibilités. Il boycotte les produits des colonies et cherche à se passer au maximum des produits israéliens. Ceci contribue à la diminution des importations palestiniennes de produits israéliens.

Il est frappant que tous les camarades qui effectuent des missions de solidarité en Palestine reviennent en disant que de nombreux Palestiniens leur ont demandé avec insistance de continuer à développer BDS et en leur précisant que cette mobilisation est une aide importante pour eux.

Ainsi lors de la Fête de l'Huma de cette année, Walid Assaf, ministre palestinien contre la colonisation et le mur, nous a, par un discours solennel au haut-parleur dans notre stand de la Campagne BDS France, remercié chaleureusement pour le soutien précieux que nous apportons au peuple palestinien et a souligné l'importance de faire grandir le mouvement BDS.

En Israël, le contexte a évolué depuis quelques années du fait du déploiement à grande échelle par les autorités de leur politique anti-BDS. Après avoir été raillé pendant toute une période, BDS est à présent perçu comme une menace réelle, qui porte atteinte à l'image d'Israël et commence même à perturber les échanges économiques avec d'autres pays, ce qui se traduit

par la baisse des investissements de pays étrangers (baisse de 46 % en 2014 par rapport à 2013) et l'impact des mobilisations contre les entités opérant dans les colonies.

Le gouvernement israélien a alors mis en place une politique chargée de traquer les militants BDS, allant jusqu'à menacer certains d'assassinats ciblés, et de renforcer les opérations de propagande et de tentatives de séduction auprès du public, notamment en direction des milieux culturels et universitaires. Malgré ces menaces, le mouvement « Boycott from Within » (boycott de l'intérieur), si peu implanté soit-il, poursuit un travail opiniâtre pour combattre cette politique et pour dissuader les personnalités, et particulièrement les artistes, de répondre aux invitations de l'État et des institutions israéliennes.

N'oublions pas non plus que le contexte en Israël est aussi marqué par la résistance des Palestiniens de ce pays malgré la forte répression qu'ils subissent.

Qu'en est-il au niveau international ?

La situation internationale est très tendue et dramatique dans d'autres pays que la Palestine et Israël, ainsi en Syrie, Iraq, Yémen, Libye ... L'actualité médiatique se focalise souvent sur des questions telles que la guerre contre Daesh, la politique des grandes puissances en Syrie, la politique des puissances régionales telles que l'Iran, la Turquie ou l'Arabie saoudite ...

Ceci est compréhensible, mais n'excuse pas le fait que les grandes puissances ont tendance à se désintéresser de la Palestine et à se limiter à produire de temps en temps des communiqués purement formels contre la poursuite de la colonisation israélienne. La majorité des États occidentaux sont de fait complices ou alliés d'Israël, qui en profite pour essayer de faire interdire BDS dans ces pays, notamment la France, les USA et le Canada.

Cette offensive rencontre un certain écho, particulièrement en France, mais aussi une résistance importante.

De nombreuses et importantes associations pour les droits humains ont déclaré que BDS relève de la liberté d'expression : ainsi la FIDH (Fédération Internationale pour les Droits Humains), Amnesty International et la Ligue des Droits de l'Homme.

En Europe, ce sont 354 organisations de droits de l'Homme, associations religieuses, syndicats et partis politiques qui ont demandé le 18 mai 2016 à l'UE de défendre leur droit au BDS.

Les gouvernements hollandais, irlandais et suédois ont eux aussi affirmé que le BDS est un droit légitime d'expression des citoyens.

En Grande Bretagne, la Haute Cour a clairement désapprouvé les tentatives en février dernier du gouvernement d'empêcher les conseils municipaux de boycotter les produits des colonies. Suite à des plaintes contre plusieurs conseils municipaux qui prônent cette pratique, elle a déclaré qu'il n'y a rien d'illégal à ce que les conseils municipaux boycottent les produits des colonies israéliennes par souci d'adopter des pratiques éthiques d'approvisionnement et d'investissement.

Même l'Internationale socialiste (dont le Parti Socialiste est adhérent !) a reconnu BDS comme tactique légitime de lutte contre l'occupation.

De fait, dans la plupart des pays où elle se propage la Campagne BDS continue de progresser. Face à l'accentuation des crises multiples qui secouent la planète, l'opinion publique internationale perçoit cette campagne comme un engagement fort contre les auteurs de guerre et pour un monde libéré des graves conséquences des politiques coloniales et racistes. Malgré l'effacement relatif de la Palestine par d'autres guerres mortifères, les gens ne sont pas dupes et s'engagent

pour manifester que la guerre coloniale contre le peuple palestinien reste l'un des conflits majeurs de notre époque, est l'une des racines importantes des guerres aux Moyen et Proche Orient.

C'est pourquoi les nouvelles adhésions à la Campagne BDS ne fléchissent pas, qu'il s'agisse d'associations estudiantines, syndicales ou religieuses.

Le BDS culturel se poursuit sous diverses formes. Concernant l'importance de ce boycott, le livre « Un boycott légitime. Pour le BDS universitaire et culturel de l'État d'Israël », d'Armelle Laborie et Eyal Sivan (Editions La fabrique), est très instructif.

Les équipes sportives israéliennes peuvent de moins en moins se produire dans de nombreux pays sans susciter des manifestations contre la politique coloniale et d'apartheid de leur Etat.

Des gouvernements ou d'autres entités territoriales prennent des distances. Le gouvernement portugais se retire d'un projet financé par l'Union européenne, associant le ministère israélien de la Sécurité publique, la Police nationale israélienne et l'université Bar Ilan d'Israël et dont l'objectif est d'unifier les méthodologies d'interrogatoire de la police. En Espagne des dizaines de villes et des provinces se proclament « libres d'apartheid israélien »

Et en France ?

Ici la situation s'est complexifiée du fait que l'actualité politique porte sur de nombreuses questions : la « lutte contre le terrorisme », la prolongation de l'État d'urgence, l'intensification des mobilisations sociales (notamment contre la loi El Khomri), les mobilisations antiracistes, l'apparition de phénomènes tels que « Nuit debout », les perspectives électorales ...

Il est indéniable qu'ignorer ces évolutions relèverait d'une

vision étriquée de notre engagement et qu'inversement nous investir dans tous les champs politiques disperserait nos énergies bien au-delà des fondements du BDS et freinerait nos mobilisations spécifiques.

Mais en même temps BDS est en prise avec de nombreuses mobilisations : contre la prolongation de l'état d'urgence, qui vise aussi les militants BDS, contre les courants qui présentent Israël comme un modèle de politique sécuritaire, contre les politiques de guerre et pour la paix dans le monde, pour la solidarité internationale avec les peuples opprimés, pour un vivre ensemble sans discriminations racistes, pour un comportement éthique des consommateurs, pour le respect du droit international et des droits humains ...

Nous participons ou sommes invités à diverses mobilisations porteuses de ces thèmes, notamment dans les collectifs contre l'état d'urgence, dans les « Marche de la paix » qui ont eu lieu le 24 septembre, dans des tribunes d'opinion, etc

Malgré les tentatives d'intimidation que nous subissons (procès, amalgames entre antisionisme et antisémitisme, interdictions de certaines initiatives, ...), de nombreux interlocuteurs toutes générations confondues et issus de divers horizons sociaux, idéologiques et associatifs (mouvements anti-guerres, écolos, antiracistes, associations liées à une religion ...) sont réceptifs à notre engagement. Et en notre temps de crise politique et de critiques des politiques partidaires traditionnelles, BDS est souvent perçu, par celles et ceux qui recherchent des alternatives, comme un engagement citoyen exemplaire.

C'est pourquoi nous poursuivons notre inscription dans le paysage politique et continuons à accueillir de nouvelles adhésions.

C'est pourquoi en nous inscrivant dans le contexte d'aujourd'hui nous continuons de nous mobiliser sans relâche

contre l'impunité, et ses répercussions ici même, de la politique israélienne d'apartheid.

Le 13 octobre 2016

Jean-Guy Greilsamer (militant BDS France et UJFP)

Source : <https://www.ujfp.org/spip.php?article5179>